

## AKTUELL

COMMISSION SPÉCIALE « TAXE »

# Frank le fataliste

Luc Caregari

**La rhétorique employée par l'eurodéputé Frank Engel lors d'un « Midi de l'Europe » consacré à la commission spéciale « taxe » en dit long sur l'immobilité politique face au scandale des rulings. Analyse.**

« Si vous vous attendiez à de grandes révélations dans le courant de cette intervention, vous serez déçus. » L'introduction du discours de Frank Engel, eurodéputé du PPE et seul membre luxembourgeois de la commission spéciale « taxe » du Parlement européen, instaurée à la suite des Luxleaks, en dit long sur l'attitude du conservateur par rapport à la volonté de certains de ses collègues de faire bouger les choses. Entre les lignes cela veut dire : « Circulez, y a rien à voir ! »

Si les hearings effectués par sa commission dans d'autres pays européens, comme la Belgique, les Pays-Bas ou encore l'Irlande auraient apporté quelque chose, ce serait le fait que le Luxembourg n'est pas le seul pays à mettre en œuvre de telles pratiques. En effet, les Belges ont leurs intérêts notionnels et les Pays-Bas les « patent boxes » ; mais de toute façon il n'y avait pas besoin d'instaurer une commission spéciale pour trouver que 26 des 28 pays de l'Union européenne ont instauré des niches fiscales. Et pour cause, le « level playing field » actuel est celui de la concurrence fiscale, qui force chaque pays au nom de la sacro-sainte compétitivité à proposer des moyens d'« optimisation » fiscale pour les multinationales, s'il veut profiter de leurs investissements chez lui. Si Engel reconnaît que c'est effectivement là où le bât blesse, il ne s'en montre pourtant pas plus prêt à vouloir changer la donne. Au contraire, il louvoie entre le vieil adage « Trop d'impôt tue l'impôt » - pour fustiger en passant le gouvernement socialiste français - et l'idée d'une « flat tax » européenne, qu'il juge bonne mais irréalisable face aux réticences des États membres.

## Circulez, y a rien à voir !

Car, pour Engel, toutes ces idées relèvent de l'utopisme de gauche. Ce qu'il répétera plusieurs fois devant un parterre de militants conservateurs acquis à sa cause, qui apprécient toutes les pointes sur les « gauchistes forcément déçus par la commission spéciale ». Une commission d'ailleurs

qu'il ne rechigne pas à constamment rabaisser en la comparant à une « vraie » commission d'enquête européenne - qui n'aurait pas, elle non plus, les mêmes pouvoirs qu'une commission nationale similaire. Mais là, on est déjà dans le domaine des semi-vérités qui étincelaient çà et là dans le discours de l'eurodéputé. Car s'il est vrai qu'une commission d'enquête européenne n'a pas les mêmes pouvoirs que son pendant national, prétendre que les différences avec une commission spéciale seraient minimes est faux : une « vraie » commission d'enquête aurait pu forcer les États membres à lui transmettre des documents, par exemple. Alors que la commission en place est totalement dépendante du bon vouloir des ministères des Finances et ne peut donc que demander sans rien exiger.

Autre point flou : l'intervention du lanceur d'alerte Antoine Deltour devant la commission spéciale « taxe ». Engel a détourné les propos de Deltour de façon à le ridiculiser, en tronquant simplement son intervention. S'il est vrai que ce dernier a admis avoir perdu le contrôle sur les documents « leakés », prétendre qu'il aurait été instrumentalisé par le journaliste français Édouard Perrin, également inculpé, est totalement farfelu. Car sinon, comment ce même Deltour aurait-il pu indiquer dans la même intervention qu'il était extrêmement content que cette commission existe de par ses révélations ? Ainsi, Engel utilise la prétendue naïveté de Deltour pour incriminer Perrin - qui, pour lui, serait inculpé à juste titre.

Engel a de la sorte démontré qu'il a assimilé les leçons de Jean-Claude Juncker, lui-même porteur de la ceinture noire en rhétorique de combat. Car, vers la fin du discours, il a réussi la figure du serpent qui se mord la queue : pour changer les choses, il faudrait instaurer une fiscalité européenne. Or, pour y arriver, il faudrait que les conseils des ministres s'y plient. Ce qui veut dire par ailleurs que ni la Commission européenne, ni le Parlement ne sont compétents en la matière - et donc que tout le chahut autour des Luxleaks est totalement absurde. CQFD.

## SHORT NEWS

## EU-Justiz: Haben „Terroristen“ Rechte?

(lm) - Wegen seiner Aktivitäten für die Kurdische Arbeiterpartei (PKK) erkannte Deutschland 1993 einen türkischen Staatsbürger als politischen Flüchtling an. Und versuchte 2012 - aus dem gleichen Grund - ihn auszuweisen. In der Zwischenzeit war die PKK in eine Liste terroristischer Organisationen aufgenommen worden. Am Mittwoch nun fällt der Gerichtshof der EU in diesem Fall ein Urteil. Nachdem wir mehrfach über Entscheidungen berichtet hatten, in denen der Schutz der Grundrechte niedrig rangierte, wurde in diesem Fall die Justizwillkür gegenüber Flüchtlingen in die Schranken verwiesen. Zwar billigt das Gericht grundsätzlich die zweifelhafte Art und Weise, in der westliche Staaten das Label Terrorismus vergeben und daraufhin Flüchtlingen - wie in diesem Fall - das Aufenthaltsrecht entziehen. Doch für diese Prozedur, insbesondere die Aberkennung des Flüchtlingsstatus, legt es die Latte sehr hoch. Die deutsche Justiz müsse im Einzelnen prüfen, ob mehr vorliegt als nur eine Mitgliedschaft und die Verurteilung zu einer Geldstrafe. Und: Auch beim Verlust seiner Aufenthaltsgenehmigung dürfe der Betroffene nicht einfach an die Türkei ausgeliefert werden, und er behalte sein Flüchtlingsstatut. Deshalb dürften ihm nicht, wie geschehen, zusätzliche, von der EU-Richtlinie vorgesehene soziale und rechtliche Vergünstigungen entzogen werden.

## Die Toten kommen - auch nach Luxemburg

(da) - Es wird keine verpflichtende Quote für die Verteilung von 40.000 syrischen und eritreischen Flüchtlingen auf alle EU-Mitgliedstaaten geben. Das war schon vor dem EU-Gipfel am Donnerstag zu erfahren. An einer Aufteilung der MigrantInnen auf verschiedene Staaten wird zwar festgehalten, aber diese erfolgt auf freiwilliger Basis. Damit ist zumindest eine der Forderungen, die unter anderen der europäische Dachverband entwicklungspolitischer Nichtregierungsorganisationen Concord gestellt hatte, nicht erfüllt worden. Der Dachverband, der zu seinen Mitglieder auch den luxemburgischen „Cercle“ zählt, hatte daneben auch die Einrichtung legaler Fluchtwege gefordert. Ein voller Erfolg war indes der „Marsch der Entschlossenen“ zum Bundestag, der vom Künstlerkollektiv „Zentrum für politische Schönheit“ im Zusammenhang mit der Aktion „Die Toten kommen“ (woxx 1324) ausgerufen worden war. Mehr als 5.000 DemonstrantInnen hoben auf der Wiese vor dem Bundestag über hundert symbolische Gräber für im Mittelmeer umgekommene Flüchtlinge aus. Überall in Europa fanden in den Tagen danach ähnliche, oftmals spontane Aktionen statt. Und auch in Luxemburg sind kurz vor dem Nationalfeiertag an mehreren Orten Holzkreuze mit Aufschriften wie „Aux réfugiés morts“ aufgetaucht.

## Réforme du Srel : Le Conseil d'État n'est pas satisfait

(rg) - Les amendements que le gouvernement a apportés en mars au projet de loi portant réforme du Service de renseignement de l'État ne donnent guère satisfaction au Conseil d'État. Dans son rapport complémentaire de cette semaine, celui-ci mentionne notamment : l'absence d'indications sur les engagements internationaux du Luxembourg en relation avec la coopération interétatique ; le caractère trop imprécis et le choix de formules trop vagues pour cerner les compétences du Srel ; des références jugées excessives, dans le cadre des missions du Srel, à la pérennité de l'ordre démocratique et institutionnel du pays. Le Conseil souhaite de plus que les informations que la police et les autres administrations sont susceptibles de communiquer au Srel fassent l'objet d'un accord du comité ministériel. Le rapport rappelle à cet égard qu'il faut considérer « la matière du renseignement pour compte de l'État comme politiquement très sensible, et qu'il est d'avis que la réponse aux illégalités et aux dysfonctionnements constatés dans un passé récent consiste dans la définition d'un cadre légal suffisamment précis pour empêcher que les écarts révélés ne se reproduisent. » Il critique aussi le maintien des indemnités spéciales des agents et annonce une opposition formelle si la loi ne fixe pas un cadre pour lesdites indemnités. Une deuxième opposition est maintenue quant aux imprécisions concernant le secret professionnel des agents et des sanctions qui s'y rapportent.